



Droite Nationale

Sarkozy accentue sa guerre contre le pouvoir d'achat des Français

Le gouvernement vient de porter un nouveau coup très violent contre le pouvoir d'achat des Français : hausse de la TVA, quasi gel des allocations sociales, coupes dans les dépenses de santé. Après la hausse des mutuelles et de la CSG, une nouvelle fois c'est le peuple qui paie : salariés, classes moyennes et populaires,

retraités.

Les autres mesures annoncées relèvent de l'enfumage, comme la surtaxe exceptionnelle d'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises, alors qu'on sait que les grands groupes ne paient quasiment pas l'impôt sur les sociétés. Ou alors elles sont parfaitement ridicules : il est en effet piquant de constater qu'après avoir multiplié par trois son salaire, le Président de la République consente à ne plus l'augmenter ! Quelle générosité de sa part, quand on sait que 8 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté...

Cette baisse organisée du pouvoir d'achat n'a aucun sens, a fortiori en période de crise. En poussant les Français à l'agonie économique et sociale, on précipite la chute du pays et l'explosion de la dette. La Grèce, le Portugal, l'Espagne et l'Italie ont connu ce processus avant nous.

Complètement perdu face à la crise de l'euro et en panique devant les injonctions des marchés financiers, Sarkozy méprise l'angoisse des Français et tue à l'avance tout espoir de reprise économique. Celui qui promettait d'être le président du pouvoir d'achat est aujourd'hui le président du désespoir d'achat.

Il est urgent de prendre des mesures énergiques contre la dette en faisant les vraies économies dont le pays a besoin, tout en protégeant le pouvoir d'achat des Français. Pour cela, il convient de changer de logique en s'attaquant à toutes les mauvaises dépenses publiques : arrêt des plans de renflouement des pays victimes de l'euro, aussi inutiles que ruineux, lutte sans merci contre la fraude sociale (qui coûte 20 milliards d'euros par an), réduction drastique des budgets de l'immigration (droit d'asile et aide médicale d'Etat) et arrêt des cadeaux fiscaux aux puissances d'argent (niche fiscale dite Copé) sont quelques exemples de mesures qu'il faut avoir le courage de prendre rapidement.

Nicolas BAY
Conseiller municipal